

# La nouvelle extrême droite ne serait-elle pas la gôche socialo-écolo ?

Aujourd'hui, les partis politiques, les médias et leurs intellos patentés dits « de gauche » n'ont plus le moindre argument social qui puisse fonder leurs prétentions éthiques vu qu'ils collaborent activement depuis presque trente ans avec les gestionnaires du système financier mondialisé. Une oligarchie corrompue, arrivée au bord du gouffre, qui spéculé à présent de façon inhumaine sur la faim (les denrées alimentaires), sur la guerre (les marchés de l'armement, la géopolitique énergétique) et l'endettement des Etats, pour faire payer aux peuples les coûts de leur incurie, de leur avidité, de leurs gaspillages.

Que trouve cette « gauche » pour cacher cette alliance et cette collaboration honteuses à la dictature de la mondialisation financière ? Comment cacher sa trahison du peuple qu'elle était historiquement censée défendre ? Faute de pouvoir débattre sur le concret de ses actions politiques, la stratégie de la gôche consiste à s'abriter derrière une affirmation de l'Être : Je suis « de gôôche » ! Ce qui est là sous entendu c'est : « j'ai le privilège historique d'être un grand humaniste ». Autrement dit, la gauche instrumentalise son passé historique – qui était la défense du peuple – pour passer sous silence le concret de ses actes, à savoir l'abandon du peuple, le sacrifice de tous ses acquis sociaux et culturels. Le choix de la gôche d'aujourd'hui, c'est en effet le sacrifice de l'intérêt général pour servir les intérêts particuliers d'une hyper-classe mondialisée.

Pour renforcer l'enfumage de l'opinion publique, pour se défendre contre ceux qui dénoncent ses trahisons et méfaits, cette gôche honteuse objectivement alliée aux oligarchies mondiales procède toujours par une affirmation de l'Être : à

tous ceux qui n'ont pas renoncé à défendre les valeurs de gauche, elle affecte le label infamant d ' « extrême-droite ».

Cette stratégie politique consiste à instrumentaliser les anciens repères politiques pour paralyser la pensée et les rébellions des classes moyennes (les classes les plus pauvres, déjà exsangues, leur étant désormais inaccessibles).

Il est donc devenu indispensable de redéfinir ce qu'est une politique de gauche et ce qu'est une politique d'extrême-droite en rappelant quelles sont les valeurs et objectifs respectifs sur lesquels elles se fondent. Seuls ces éléments concrets, de programme ou d'exercice politique, sont légitimés à repérer qui est de gauche et qui est d'extrême-droite. C'est-à-dire à désigner qui sont les défenseurs du peuple et qui sont ses ennemis. C'est ainsi que nous pouvons contrecarrer la désinformation médiatique qui a pour mission d'assurer la pérennité des pouvoirs en place, en empêchant de comprendre les repositionnements politiques.

### **Alors, qu'est-ce qu'une politique de gauche ?**

Une politique de gauche a pour but d'assurer l'intérêt général, la justice sociale et de s'en donner les moyens.

□ En défendant le principe d'un Etat souverain, régalién et stratège, cautionné par le suffrage universel, qui permet aux citoyens d'élire et de sanctionner leurs représentants, ainsi de contrôler leur destin.

□ Sur le plan économique, une politique de gauche choisit l'indépendance monétaire qui permet à l'Etat de faire face à l'inflation par la dévaluation de la monnaie et une échelle mobile des salaires.

□ Elle prône un respect intransigeant du Droit républicain, l'égalité entre les hommes et les femmes, la laïcité, l'autonomie individuelle, la liberté d'expression, c'est-à-dire ce qui constitue les fondements éthiques et historiques de l'héritage culturel de la France.

## **Qu'est-ce qu'une politique d'extrême-droite ?**

C'est une politique despotique qui s'exerce toujours au profit de l'oligarchie capitaliste qui la conduit. Elle exerce son pouvoir sur le peuple afin qu'il travaille aux conditions qu'elle lui impose, sans possibilité de s'exprimer et de se rebeller. L'exploitation du travail permettant de faire disposer d'une main-d'oeuvre servile au grand patronat (toujours associé à l'oligarchie gouvernante). La répression féroce de la libre expression et des rébellions étant un des signes extérieurs totalitaires les plus manifestes.

Ceci étant posé, qu'en est-il de l'action politique du Parti qui se dit « Socialiste » et de ses satellites auto-proclamés «de gauche » ?

La gôche s'est associée à la droite ultra-libérale pour appliquer les directives de l'Union européenne. Renonçant à défendre les intérêts des peuples et se ralliant aux oligarchies, la gôche vote 97% des directives décidées par une Commission européenne non élue, que les pays qui lui sont soumis doivent transcrire en lois. Issus de divers pays, ces technocrates non-élus décident ainsi de la politique de notre pays et organisent le transfert de souveraineté de l'ensemble des Etats européens vers la « gouvernance » de l'UE. Cette entité supranationale prétend ouvertement devenir un nouvel « empire », à fonctionner sur le mode d'un « despotisme éclairé » (ce sont les termes de Jacques Delors). La gôche a ainsi adhéré au projet d'effacement de la démocratie, de la France, de l'Etat-nation français et participé à la destitution des citoyens français de leurs droits à contrôler leur élus et donc leur destin. Nous savons comment la gôche a activement participé à ce coup d'Etat en quoi consiste la non prise en considération du référendum de 2005, par lequel le peuple français avait clairement dit Non à la « Constitution européenne » ; comment cette « constitution » s'est appliquée sous le nom de Traité de Lisbonne, contresigné par toute la gôche, après qu'elle eut consenti au préalable à modifier la

Constitution française. Cette destruction subreptice des droits civiques du peuple français, l'effacement de la France, vont de pair avec la destruction de son autonomie militaire. De fait, la gauche a pleinement adhéré au ralliement de la France à l'OTAN décidé par Nicolas Sarkozy. Ce faisant, elle a accepté que l'armée française soit soumise au commandement militaire américain. C'est ainsi que les soldats français vont combattre et se faire tuer sur décision américaine et selon les intérêts géostratégiques américains, souvent contraires à ceux de la France. La gauche contribue encore plus largement et activement à la politique mondialiste. Réputés faire facilement abstraction des intérêts de leur pays, les représentants de la gauche française sont très appréciés pour diriger les organismes internationaux, notamment les plus despotiques tels le FMI, dirigé il y a peu par Dominique Strauss-Kahn et l'OMC toujours dirigé par Pascal Lamy.

Sur le plan économique, la gauche s'est associée à la politique de libre-échange mondial, dite de « concurrence non-faussée ». Ce jargon, qui désigne la restauration de la loi du plus fort, s'illustre parfaitement par l'image du « renard libre dans le poulailler libre ». Avec son mode d'application : les délocalisations dans des pays sans droit du travail où le patronat peut diviser jusqu'à 10 fois ses coûts de fabrication (retrouvant ainsi les esclaves qui lui permettent de faire le meilleur profit). La gauche a opté pour le sacrifice de l'indépendance monétaire nationale et la mise en place de l'euro. Monnaie unique qui a permis de mettre en concurrence les économies et modèles sociaux les plus disparates, pour faire reculer les droits sociaux acquis et diminuer les salaires dans les pays les plus avancés. Pour le plus grand profit des oligarchies (auxquelles la gauche s'est pleinement intégrée). C'est ce que l'on appelle le « dumping social ». La gauche a fait ce choix au prix de la « flexibilité » du monde du travail. Terme pudique qui désigne la soumission forcée (aux impératifs du Profit) des « masses » assignées au travail. Avec les résultats socio-économiques désastreux pour les peuples que l'on connaît

: désindustrialisation de la France, chômage de masse, résurgence de la misère, baisse des salaires, démantèlement du droit du travail, ruine des systèmes de protection sociale. Ce principe du moindre coût à la production, à la fabrication, est appliqué avec intransigeance et comme il est impossible de délocaliser le BTP, les services de proximité, l'agriculture (liste non exhaustive), on importe une main-d'oeuvre malléable et peu coûteuse qui fait concurrence à la main-d'oeuvre locale et pression à la baisse sur ses salaires. Telle est la « fonction économique » de l'immigration de masse, organisée comme pendant des délocalisation par les gouvernements ultra-libéraux, avec l'appui de toute la gôche, y compris de ses marges extrêmes.

Devant la colère montante du peuple, la gôche qui connaît l'ampleur de ses trahisons, est motivée pour assurer les basses-besognes sacrificielles. A la plus grande joie du patronat, des oligarchies ultra-libérales qui sont ravis de s'en laver les mains et partagent les mêmes intérêts de caste. Ils laissent donc la gôche instrumentaliser sa « belle-âme historique » pour faire taire et disparaître ce peuple qu'elle a trahi. La méthode a déjà été éprouvée : il faut diaboliser le peuple récalcitrant et le remplacer par un autre plus accommodant. Ce « nouveau peuple », supposé plus accommodant par les oligarchies, arrive par flux migratoires massifs de pays sans tradition démocratique. Avec l'aval de l'UE, prête à déboursier des budgets et à légaliser la clandestinité pour l'accueillir et l'encourager. Dans un pays désindustrialisé, gravement anémié par le chômage, ces flux ne font qu'empirer la situation économique déjà explosive. Mais ils y ajoutent de très graves conflits culturels. C'est précisément ce qui est saisi comme une aubaine par les oligarchies : instrumentaliser ces incompatibilités culturelles pour détourner une rébellion contre les oligarchies. Ce qui ressemble fort à l'organisation d'une guerre civile « productive », c'est-à-dire capable d'assurer le changement de population nécessaire à la sauvegarde du Profit, à perpétuer la croissance du capitalisme

financier, actuellement en grande difficulté et... à maintenir ses oligarchies.

Comment diaboliser les populations d'accueil ? La gôche, osant encore se prévaloir de sa « belle âme historique », y va sur le ton de donneuse de leçon : les populations d'accueil, le peuple historique de France, de culture démocratique ainsi que tous ceux qui s'y sont intégrés ne seraient pas assez accueillants aux « migrants ». Pour faire place aux archaïsmes éducatifs et à la démographie des populations immigrées, les populations d'accueil devraient accepter de modifier leur mode de vie, les lois qui les régissent, renoncer à leur liberté d'expression, à la laïcité, à l'égalité homme/femme, au respect de la souffrance animale, à leurs traditions alimentaires charcutières et viticoles. Mais la stratégie de la gôche gagne évidemment à contourner ce débat, c'est-à-dire les faits réels accablants que le tout venant peut constater au quotidien. La gôche procède donc encore par l'affirmation de l'Être : les populations d'accueil sont « racistes ». Contrevenant au sens même du mot « racisme » qui désigne le rejet de l'autre sur la base de l'inné. Assimilant la culture (l'éducation, les traditions qui font problème et relèvent de l'acquis) à la nature (le biologique, en l'occurrence la race), la gôche se commet dans une grossière escroquerie intellectuelle dont les conséquences sont potentiellement dramatiques : désigner comme racistes les populations d'accueil aux immigrés et à leurs descendants, c'est en effet passer subrepticement le message que ces derniers bénéficieraient pour le moins de circonstances atténuantes s'ils passaient à l'acte.

Comme toute politique totalitaire, la gôche finit logiquement par avoir recours à la répression de la liberté d'expression. Celle-ci est mise sous la tutelle d'officines-écran créées tout exprès : les associations communautaristes racialistes (MRAP, SOS racisme, LDH, CRAN) qui ramènent toutes les dissensions sociales à une cause raciale à sens unique : la

culpabilité des Blancs. Désormais, tous les dissidents, tous ceux qui veulent défendre les droits du peuple spolié par ses oligarchies, restaurer ses droits perdus, c'est-à-dire sauver la démocratie et la culture humaniste française sont menacés de comparaître en justice.

Si l'on se rapporte aux critères qui caractérisent une politique de gauche (rappelés en début de texte), vous verrez qu'elle coïncide avec le programme de deux partis constitués comme tels : Debout la République de Nicolas Dupont-Aignan et le FN de Marine Le Pen.

Tandis que l'alliance de l'UMP et du PS ainsi que tous leurs satellites du centre et de gauche (Modem, Verts, PC) gouvernent la France par l'intermédiaire du parlement européen selon les méthodes et tous les critères d'une politique d'extrême-droite (rappelés en début de texte). L'extrême-gauche s'associant à cette politique par ses combats pour les sans-papiers, les clandestins, et bien sûr contre le peuple français « raciste ».

Comme Marine Le Pen, par le contenu de son programme et son talent oratoire, dispose d'une immense audience des classes populaires les plus exposées à la misère économique et à l'insécurité engendrée par les politiques migratoires, c'est elle que la gauche s'applique à disqualifier, non pas pour son programme (qui a tout pour plaire à une pensée véritablement de gauche) mais à coup d'affirmations péremptoires et diabolisantes de l'Être : Extrême-droâââte !!!

**Victor Hallidée**